



Assemblée générale

Distr. générale
7 janvier 2008
Français
Original : anglais

Soixante deuxième session

Point 149 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	4
II. Exécution du mandat	3–6	4
III. Exécution du budget	7	19
A. Ressources financières		19
B. Évaluation mensuelle des dépenses	7	20
C. Autres recettes et ajustements		21
D. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		21
IV. Analyse des écarts	8–18	22
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	19	24



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission de mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire, composante police des Nations Unies et composante d'appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Variation	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	4 210,7	4 137,0	73,7	1,8
Personnel civil	18 252,7	17 876,8	375,9	2,1
Dépenses opérationnelles	10 914,5	10 284,1	630,4	4,7
Montant brut	33 377,9	32 297,9	1 080,0	3,2
Recettes provenant des contributions du personnel	2 226,6	2 141,5	85,1	3,8
Montant net	31 151,3	30 156,4	994,9	3,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	33 377,9	32 297,9	1 080,0	3,2

Ressources humaines

Catégorie de personnel	Postes approuvés ^a	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance
			(pourcentage) ^b
Observateurs militaires	135	126	6,7
Police des Nations Unies	18	13	27,8
Personnel recruté sur le plan international	116	98	15,5
Personnel recruté sur le plan national	191	185	3,1
Volontaires des Nations Unies	1	1	–
Postes temporaires ^c			
Personnel recruté sur le plan international	1	–	100,0
Personnel recruté sur le plan national	1	–	100,0

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Calculé sur la base du taux mensuel d'occupation des postes et des effectifs mensuels approuvés.

^c Postes financés au titre de l'assistance temporaire autre que pour les réunions.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre IV du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 17 janvier 2006 (A/60/652). Il s'élevait à un montant brut de 33 682 500 dollars (montant net : 31 453 500 dollars) et couvrait le déploiement de 135 observateurs militaires, 18 membres de la police des Nations Unies, 117 agents recrutés sur le plan international, 193 agents recrutés sur le plan national et 1 Volontaire des Nations Unies. Au paragraphe 29 de son rapport du 20 avril 2006 (A/60/810), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver un montant brut de 33 616 100 dollars au titre du fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007.

2. Par sa résolution 60/273, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 33 377 900 dollars (montant net : 31 151 300 dollars) au titre du fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 858 (1993). Il a été prorogé par la résolution 937 (1994) puis par des résolutions ultérieures du Conseil. Le mandat de la Mission pour la période considérée est défini dans les résolutions 1716 (2006) et 1752 (2007) du Conseil.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de faire appliquer l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces de 1994 et de progresser sur la voie d'un règlement politique global du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué, au cours de l'exercice budgétaire, à un certain nombre de réalisations, en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après. Ces tableaux présentent les réalisations et les produits par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire, composante police des Nations Unies et composante appui).

6. Dans le présent rapport, les résultats effectifs sont évalués sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget 2006/07. Sont mis en regard, notamment, d'une part les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : Composante civile opérationnelle

Réalisation escomptée 1.1 : progrès sur la voie d'un règlement politique du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Les parties concluent des accords sur les priorités interdépendantes que sont la sécurité, le retour des déplacés et des réfugiés, le relèvement économique et l'instauration de la confiance.

Aucun accord n'a été conclu en raison de la suspension du dialogue entre les parties.

Produits prévus

Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations

4 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité

4

Rapports

Facilitation de 3 réunions de haut niveau du Groupe des Amis du Secrétaire général, présidées par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, avec la participation des parties au conflit et de la composante elle-même, dans le cadre du processus de paix conduit par l'Organisation des Nations Unies

2

Réunions

Les réunions ont été moins nombreuses que prévu car leur fréquence a été fonction des demandes du Groupe des Amis et des progrès réalisés dans l'application des recommandations.

Consultations mensuelles avec le Groupe des Amis à Tbilissi, Moscou, New York et dans les capitales des États Membres qui forment le Groupe des Amis concernant l'appui au processus de paix conduit par l'Organisation des Nations Unies

30

Réunions, soit 11 à Tbilissi et 19 dans les capitales des États Membres qui ont adhéré au Groupe des Amis

Contacts quotidiens avec les parties à Tbilissi et Soukhomi afin de promouvoir le processus de paix conduit par l'Organisation des Nations Unies

Oui

Ainsi que contacts avec les parties dans les secteurs de Gali et Zougidi

Présidence et facilitation de 5 réunions des parties dans le cadre des Équipes spéciales de Genève chargées des questions politiques et de la sécurité, du retour des réfugiés et des déplacés et des questions socioéconomiques, de 3 réunions du Conseil de coordination et de 10 réunions de ses 3 groupes de travail, chargés des questions de sécurité, du retour des réfugiés et des déplacés et des questions socioéconomiques

1

Réunion du Groupe de travail II sur les réfugiés et les déplacés

Les réunions ont été moins nombreuses que prévu du fait de la suspension du dialogue entre les parties.

Facilitation d'une conférence sur les mesures propres à renforcer la confiance et sur la coopération, avec la participation des parties, du Groupe des Amis, d'autres organisations internationales et d'acteurs de la société civile, que l'Allemagne se propose d'accueillir, et participation à cette conférence	Non	La tenue de la conférence dépendait des progrès accomplis par les deux parties dans le processus de paix.
Organisation de 2 réunions de juristes internationaux indépendants et de juristes de l'Organisation des Nations Unies consacrées aux mécanismes internationaux de garantie de la sécurité dans le cadre de l'Équipe spéciale de Genève chargée des questions politiques et de la sécurité, et participation à ces réunions	Non	Les parties au conflit n'ont pas demandé l'assistance des experts.
Organisation d'une visite de suivi commune des deux parties pour étudier plus avant les pratiques qui donnent de bons résultats dans les zones qui sortent d'un conflit et de visite(s) de réciprocité d'experts internationaux en vue de favoriser la mise au point de projets communs propices à l'instauration d'une confiance mutuelle. La Mission sélectionne ces projets et aide à les mettre en œuvre.	Non	Une visite commune dans une zone sortant d'un conflit n'était pas envisageable compte tenu de la suspension du dialogue entre les parties.
Facilitation de contacts de haut niveau et de contacts parallèles dans la région et en Europe avec des organisations non gouvernementales internationales et locales qui travaillent dans la zone de conflit, sur les questions qui touchent à la promotion du processus de paix global et au renforcement de la confiance – familles divisées, associations de femmes et aide humanitaire	Oui	La MONUG a maintenu des contacts quotidiens de haut niveau avec les parties et a continué de faciliter les visites d'ONG internationales (dont Conciliation Resources, la Berghof Foundation for Peace Support, International Alert et Heinrich Böll) à Soukhoumi et dans la zone de conflit. La Mission a également continué de promouvoir les contacts parallèles en préparant les réunions convoquées par les ONG à l'adresse des représentants des deux camps.
Échanges quotidiens sur l'actualité politique avec les médias locaux et internationaux	Oui	

Réalisation escomptée 1.2 : augmentation du nombre de réfugiés et de déplacés qui retournent dans leur ancien lieu de résidence permanente en Abkhazie (Géorgie) dans de bonnes conditions de sécurité et dans la dignité

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Les parties signent et appliquent une déclaration d'intention sur le retour des déplacés et des réfugiés dans de bonnes conditions de sécurité et dans la dignité.

Aucune déclaration d'intention n'a été signée et appliquée en raison de la suspension du dialogue entre les parties.

Démarrage des activités d'enregistrement et de recensement des candidats au retour

Une des parties a retiré son accord sur le démarrage du processus d'enregistrement en attendant que la sécurité soit assurée.

Produits prévus
*Produit(s)
exécuté(s) :*
oui/non ou nombre Observations

Participation à 9 réunions du groupe de travail de Sochi sur le retour des déplacés et des réfugiés et sur la remise en état du réseau ferroviaire et du secteur de l'énergie

Non

Le Président du groupe de travail n'a convoqué aucune réunion.

Facilitation de l'application des recommandations formulées par la mission d'évaluation commune (2000), et la mission d'évaluation de la sécurité dans le secteur de Gali (2002)

Oui

Conformément aux recommandations de la mission d'évaluation commune (2000), une antenne du bureau des droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie) a été ouverte à Gali. Suite à la recommandation formulée par la mission d'évaluation de la sécurité (2002), des membres de la police des Nations Unies ont été déployés dans les secteurs de Zougdidid et de Gali.

Facilitation de la mise en œuvre du programme biennal de remise en état pour les districts de Gali, d'Ochamchira, de Tkvarcheli et de Zougdidid, financé par l'Union européenne. La Mission a pour rôle de faciliter, coordonner et mettre en œuvre le programme, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en prenant les dispositions voulues pour garantir la sécurité et en offrant des conseils et une aide logistique.

Oui

Participation aux programmes de remise en état des hôpitaux de Tkvarcheli, Ochamchira et Zougdidid et de construction du commissariat de police de Lia, et surveillance des chantiers; d'autres projets sont en cours de réalisation.

Poursuite de la collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies, et apport d'une aide sur les plans logistique et humain, concernant le retour des réfugiés et des déplacés

Oui

Facilitation de 16 visites de représentants du PNUD, du HCR et d'autres organismes des Nations Unies à Soukhoumi, Gali et Zougdidid et mise à disposition de moyens de transport et de liaison et de services d'interprétation selon que de besoin

Facilitation, grâce aux partenaires opérationnels dont les organisations locales et internationales, de la réalisation des projets de reconstruction financés par le Fonds d'affectation spéciale visant à faciliter l'exécution du mandat de la MONUG et par le programme de relèvement de base de la Commission européenne, dans les districts de Gali, Tkvarcheli, Ochamchira et Zougdidi (électricité, santé, et production de revenus). La Mission facilitera l'exécution du programme en établissant le cahier des charges détaillé des projets, en achetant les biens et services, en évaluant et surveillant les travaux exécutés par les partenaires opérationnels.	Oui	Facilitation de l'exécution du projet de navette d'autocars pour l'Ingouri, remise en état de dispensaires et publication d'un mensuel
Réunions mensuelles sur les questions relatives au retour des déplacés et des réfugiés avec la participation de représentants des deux parties, des ONG et des groupes représentant les deux communautés	Non	Aucune réunion n'a eu lieu après juillet 2006 du fait de la suspension du dialogue entre les parties.
Établissement de profils descriptifs actualisés des villages, à l'intention du HCR, du PNUD et d'autres entités des Nations Unies	26	Profils descriptifs actualisés de 212 villages

Réalisation escomptée 1.3 : respect plus strict des droits de l'homme partout en Abkhazie (Géorgie) en particulier dans le secteur de Gali

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Augmentation du nombre d'enquêtes ouvertes par les autorités de facto sur plainte concernant les droits de l'homme (2004/05 : 40, 2005/06 : 45, 2006/07 : 50)

Objectif atteint. Le nombre d'enquêtes ouvertes par les autorités locales de Soukhoumi sur plaintes concernant les droits de l'homme est passé de 81 en 2004/05 et 92 en 2005/06 puis à 127 en 2006/07, dont 23 avaient abouti en 2006/07. Le nombre d'enquêtes ouvertes par les autorités locales du district de Gali est tombé à 58 en 2004/05 et 49 en 2005/06 avant de remonter à 53 en 2006/07, dont 27 ont abouti. L'augmentation du nombre d'enquêtes est le résultat des programmes d'information sur les droits de l'homme proposés en Abkhazie (Géorgie) par le Bureau des droits de l'homme en Abkhazie et par les partenaires locaux.

Augmentation du nombre de projets/programmes mis en œuvre par le secteur non gouvernemental dans le domaine des droits de l'homme et les domaines connexes (2004/05 : 20, 2005/06 : 23, 2006/07 : 30)

Le nombre de projets/programmes mis en œuvre par le secteur non gouvernemental local dans le domaine des droits de l'homme et les domaines connexes est passé de 18 en 2004/05 et 23 en 2005/06 à 26 en 2006/07, en comptant les 6 projets de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Suivi de 40 procès	59	Procès, soit 46 à Soukhoumi, 7 à Gali et 6 à Gagra
50 visites dans des établissements pénitentiaires. Au programme, entretiens avec les détenus et avec le personnel pénitentiaire et examen des registres d'écrou et des conditions de détention	46	Visites, soit 24 à Soukhoumi et 22 à Gali Les visites ont été moins nombreuses que prévu en raison des retards pris dans le recrutement du personnel du Bureau des droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie).
Entretien avec 500 visiteurs du Bureau de la MONUG à Soukhoumi afin de déterminer si leurs plaintes touchent des violations des droits de l'homme (déni du droit de propriété, expulsion arbitraire, sévices sur détenu), des affaires classées sans suite par les autorités locales ou des vices de procédure pendant l'instruction ou la détention provisoire	301	Visiteurs : 127 ont consulté régulièrement le bureau de Soukhoumi, 121 se sont rendus une fois au bureau de Soukhoumi et 53 ont bénéficié d'un suivi dans le district de Gali. 158 personnes ont consulté par téléphone. Les visites ont été moins nombreuses que prévu en raison des retards pris dans le recrutement du personnel du Bureau des droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie).
Conseils juridiques aux requérants dans les affaires considérées comme constituant des violations des droits de l'homme	Oui	Pour 330 affaires
Participation aux réunions hebdomadaires du Groupe mixte d'enquête et de groupe quadripartite réunissant les observateurs militaires de la MONUG, les Forces collectives de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants (CEI), la partie géorgienne et la partie abkhaze, afin de suivre la situation d'ensemble en matière de sécurité et de droits de l'homme dans la zone de sécurité, de recueillir et partager l'information, et d'enquêter dans le cadre de l'observation et de la promotion de l'état de droit et du retour des déplacés dans de bonnes conditions de sécurité et dans la dignité	Non	Aucune réunion quadripartite n'a eu lieu depuis la fin d'octobre 2006 car l'une des parties refuse d'y participer.
Exécution de 5 programmes de sensibilisation aux droits de l'homme (ateliers, conférences, campagnes) pour 80 agents des forces de l'ordre, journalistes et militants d'ONG dans l'ensemble de l'Abkhazie (Géorgie), et cours de formation aux droits de l'homme à l'école paramilitaire de Soukhoumi	Non	L'objectif n'a pas été atteint en raison du départ du spécialiste des droits de l'homme en janvier 2007.

Mobilisation de ressources auprès de 3 pays donateurs et organisations internationales en vue de soutenir la croissance et la formation du secteur des ONG locales dans le domaine des droits de l'homme	Oui	Mobilisation de 4 entités, à savoir deux pays donateurs (Pays-Bas et Suisse), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'OSCE
Recherche de donateurs et de partenaires opérationnels afin d'élaborer et de promouvoir des projets d'éducation, de sensibilisation et de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme	Oui	Sélection de 13 ONG locales comme partenaires opérationnels

Composante 2 : composante militaire

Réalisation escomptée 2.1 : respect de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces de 1994 (Accord de Moscou)

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Les parties s'abstiennent de réintroduire des troupes dans la zone de sécurité et des armes lourdes dans la zone de sécurité et dans la zone d'armement limité (2004/05 : 10 incidents, 2005/06 : aucun incident, 2006/07 : aucun incident).

Le nombre de violations est passé de 9 en 2004/05 et 4 en 2005/06 à 92 en 2006/07.

Les parties s'abstiennent de réintroduire des forces militaires dans la vallée de la Kodori (2004/05 : aucun incident, 2005/06 : aucun incident, 2006/07 : aucun incident).

Objectif atteint. Aucun incident

Produits prévus

Produit(s) exécuté(s) :

oui/non ou nombre Observations

10 220 jours-homme de patrouille mobile d'observateurs militaires dans les secteurs de Gali et de Zougddi (4 observateurs militaires par patrouille x 7 patrouilles par jour x 365 jours)

10 296

Jours-homme de patrouille mobile, soit 7 488 jours-homme de patrouille mobile d'observateurs militaires dans les secteurs de Gali et Zougddi (4 observateurs militaires par patrouille x 6 patrouilles par jour x 312 jours) et 2 808 jours-homme de patrouille mobile d'observateurs militaires déployés par l'Équipe d'établissement des faits et l'équipe de la coopération militaire et civile (2 équipes x 3 observateurs militaires par patrouille x 2 patrouilles par jour x 234 jours)

Contacts opérationnels quotidiens avec les Forces collectives de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants

Oui

192 jours-homme de patrouille mobile d'observateurs militaires dans les basse et haute vallée de la Kodori, en association avec les Forces collectives de maintien de la paix de la CEI (4 observateurs militaires par patrouille x 4 patrouilles par mois x 12 mois)	127	Patrouilles mobiles, soit 100 patrouilles mobiles (4 observateurs militaires par patrouille x 1 patrouille par semaine x 25 semaines) et 27 patrouilles mobiles d'observateurs militaires déployées dans les patrouilles du Groupe mixte d'enquête (9 observateurs militaires par patrouille x 3 patrouilles) Les patrouilles ont été moins nombreuses que prévu en raison des intempéries et du mauvais état des routes en hiver, de la fermeture du col de Khida, sur la route de la vallée de la Kodori, et de la diminution des activités opérationnelles des deux côtés.
Participation aux réunions quadripartites hebdomadaires entre les représentants des forces militaires et des forces de police de la MONUG, les Forces collectives de maintien de la paix de la CEI et les autorités régionales géorgiennes et abkhazes afin d'apaiser et de désamorcer les tensions dans la zone de conflit	18	Réunions quadripartites Les réunions ont été moins nombreuses que prévu car elles ont cessé à partir d'octobre 2006 pour cause de rejet des modalités actuelles de ces réunions par l'une des parties.
Présidence de 10 réunions du groupe de travail I (questions de sécurité) du Conseil de coordination	Non	Le groupe de travail I du Conseil de coordination ne s'est pas réuni en raison de la suspension du dialogue entre les deux parties.
Organisation de réunions hebdomadaires dans le cadre du Groupe mixte d'enquête et contacts avec les services chargés du maintien de l'ordre de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu	13	Réunions, soit 5 réunions générales et 8 réunions d'enquête durant la période mars-juin 2007 au sujet des attaques à la roquette perpétrées dans la vallée de la Kodori le 11 mars 2007 Les réunions ont été moins nombreuses que prévu car elles ont cessé après septembre 2006 pour cause de suspension du dialogue entre les parties.
Liaison mensuelle avec les organisations non gouvernementales et les organisations internationales en vue de faciliter les réunions d'échange d'informations et de coordination des composantes civile et militaire de la MONUG, afin d'aider le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le HCR, les Volontaires des Nations Unies, le PNUD, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les organisations non gouvernementales et internationales dans le cadre de leurs activités dans la zone de conflit	Oui	Réunions mensuelles d'informations et d'échange dans les deux secteurs, avec à chaque fois la participation d'une douzaine d'organisations internationales et d'ONG locales, en moyenne De plus, visites hebdomadaires à une dizaine d'ONG en moyenne et contacts mensuels avec le CICR à Soukhoumi
Enquêtes sur les violations de l'Accord de Moscou	93	Enquêtes

Composante 3 : police des Nations Unies

Réalisation escomptée 3.1 : amélioration de l'ordre public dans les secteurs de Gali et de Zougdid

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Augmentation du nombre de policiers locaux formés et déployés dans le secteur de Zougdid (2004/05 : 120, 2005/06 : 240, 2006/07 : 500)	Le nombre de policiers locaux formés est passé de 190 en 2004/05 et 414 en 2005/06 à 485 en 2006/07.	
Augmentation du nombre de policiers locaux formés et déployés dans le secteur de Gali (2004/05 : 0, 2005/06 : 100, 2006/07 : 200)	Objectif atteint. Le nombre de policiers locaux formés est passé de 45 en 2004/05 et 159 en 2005/06 à 204 en 2006/07.	
Activités de conseil sur les questions de respect des lois et surveillance attentive des services de police par l'intermédiaire de 4 bureaux de secteur (2 dans le district de Gali, 2 dans le district de Zougdid)	Oui	Avec 106 visites de surveillance dans les locaux de la police géorgienne, 316 réunions avec les services de police dans le district de Zougdid et 564 réunions avec les forces de police locales dans le secteur de Gali
Ouverture, sous l'égide de la MONUG, de 2 centres de formation de la police entièrement équipés (un à Gali et l'autre à Zougdid, dans le complexe de l'ONU) pouvant accueillir 50 policiers, avec le financement de donateurs extérieurs	Non	Un centre de formation sera créé dans un nouveau commissariat de police en construction dans le district de Zougdid (les travaux devraient être terminés en février 2008). Les difficultés politiques et les problèmes de financement ont empêché la création d'un centre de formation dans le district de Gali.
Participation aux réunions hebdomadaires du Groupe mixte d'enquête et aux réunions quadripartites hebdomadaires, avec les services de police locaux, les autorités des districts et les Forces collectives de maintien de la paix de la CEI; offre de services de police technique et scientifique dans le cadre des enquêtes de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu	18	Réunions Les réunions ont été moins nombreuses que prévu car elles ont cessé après octobre 2006 pour cause de suspension du dialogue entre les deux parties. De plus, la police des Nations Unies a participé à 7 enquêtes de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu.
Participation aux réunions hebdomadaires, au niveau du commandement, entre la composante police des Nations Unies et les services de police, et activités consultatives sur les questions de sécurité et de police dans les secteurs de Gali et Zougdid	298	Réunions à raison de 4 réunions par semaine en moyenne avec les commandants de la police régionale géorgienne et 1 réunion par semaine depuis décembre 2006 avec les commandants de la milice abkhaze de facto

Formation en cours d'emploi de 700 policiers locaux, dispensée avec le concours de 60 instructeurs locaux spécialement formés, sur la prévention du crime, la police de proximité, la sécurité humaine, les droits de l'homme et le maintien de l'ordre, la problématique hommes-femmes et la police technique et scientifique	689	Policiers, soit 485 policiers géorgiens et 204 membres de la milice abkhaze de facto
Facilitation de la formation de 60 policiers locaux dans des écoles de la police à l'étranger, programme devant être financé au moyen de contributions volontaires versées au Fonds d'affectation spéciale destiné à appuyer l'application de l'Accord sur le cessez-le-feu et la séparation des forces	19	Policiers géorgiens ont été formés à l'étranger, soit 15 en Estonie (police de proximité), 2 en Hongrie (encadrement) et 2 au Canada (problématique hommes-femmes). Le nombre de policiers formés est moins élevé que prévu en raison de l'annulation d'un cours de formation pour 25 policiers à la suite de problèmes techniques au centre de formation choisi et du refus d'une des parties de participer au programme de formation à l'étranger.
5 840 jours-homme de patrouille dans les secteurs de Gali et Zougdidi (2 policiers par patrouille x 4 patrouilles par jour x 2 par secteur x 365 jours), et 2 patrouilles mixtes hebdomadaires avec les policiers locaux de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu afin d'évaluer les conditions de sécurité et de conseiller les services locaux de la police	3 102	Jours-homme de patrouille, soit 2 920 à Zougdidi (2 policiers par patrouille x 4 patrouilles par jour x 1 secteur x 365 jours) et 182 à Gali (2 policiers par patrouille x 1 patrouille par jour x 1 secteur x 91 jours) Le nombre de jours-homme de patrouille a été moins élevé que prévu car les patrouilles régulières n'ont repris dans la zone de Gali qu'en avril 2007.
	40	Patrouilles mixtes avec la police locale dans le secteur de Zougdidi (2 patrouilles mixtes x 1 patrouille par semaine x 20 semaines) Le nombre de jours-patrouille est moins élevé que prévu car les patrouilles mixtes régulières n'ont repris dans le secteur de Zougdidi qu'en mars 2007, et il y a eu des difficultés d'ordre politique dans le secteur de Gali.
2 campagnes d'information sur la police, notamment dans la presse, à la radio (30 minutes par mois) et à la télévision (30 minutes d'antenne), et distribution de 4 brochures	2	Campagnes d'information, avec 4 communiqués de presse, du temps d'antenne à la radio et à la télévision du côté géorgien et du temps d'antenne à la télévision du côté abkhaze
Constitution d'une bibliothèque destinée aux services locaux de la police	Non	La bibliothèque sera hébergée dans le centre de formation du nouveau commissariat de police de Lia (en cours de construction).

Composante 4 : appui**Réalisation escomptée 4.1 : appui efficace et effectif à la Mission sur les plans de la logistique, de l'administration et de la sécurité**

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Réduction de la proportion de biens durables déclarés perdus, volés ou endommagés (2004/05 : 1,5 %, 2005/06 : 1 %, 2006/07 : 0,5 %)	Objectif atteint. La proportion de biens durables déclarés perdus, volés ou endommagés a été de 1,5 % en 2004/05, 0,2 % en 2005/06 et 0,4 % en 2006/07.
Diminution du nombre d'accidents de voiture (2004/05 : 18, 2005/06 : 14, 2006/07 : 10)	Le nombre d'accidents de voiture à été de 19 en 2004/05, 24 en 2005/06 et 20 en 2006/07.
Augmentation du nombre d'agents recrutés sur le plan national bénéficiant d'une formation dans certains domaines techniques spécialisés, pour remplacer le personnel recruté sur le plan international parti en congé (2004/05 : 20, 2005/06 : 30, 2006/07 : 40)	Le nombre d'agents recrutés sur le plan national ayant bénéficié d'une formation dans certains domaines techniques spécialisés a été de 75 en 2004/05, 60 en 2005/06 et 39 en 2006/07; 50 agents supplémentaires ont suivi des cours d'anglais, l'objectif étant qu'ils puissent remplacer le personnel recruté sur le plan international parti en congé.
Diminution de la part des salaires des agents recrutés sur le plan national réglée en espèces (2004/05 : 100 %, 2005/06 : 100 %, 2006/07 : 75 %)	Objectif atteint. La part des salaires des agents recrutés sur le plan national réglée en espèces est passée de 100 % en 2004/05 et 92 % en 2005/06 à 62 % en 2006/07. Les salaires de tous les agents recrutés sur le plan national en poste à Zougidi et Tbilissi ont été directement virés sur des comptes en banque locaux. Environ 70 % des salaires d'agents recrutés sur le plan national en poste à Soukhoumi, et 30 % à Gali, ont été payés en espèces faute de services bancaires adéquats dans ces zones.
Réduction de la durée du cycle d'achat, soit le nombre de jours compris entre la réception de la demande certifiée et l'établissement du bon de commande (2004/05 : 28 jours, 2005/06 : 25 jours, 2006/07 : 20 jours)	La durée du cycle d'achats est passée de 28 jours en 2004/05 et 25 jours en 2005/06 à 23 jours en 2006/07. L'objectif de 20 jours n'a pas été atteint en raison du retard pris dans l'application des contrats-cadres à l'échelle mondiale et du non-respect par certains fournisseurs des spécifications définies par la Mission.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Amélioration des services

Gestion centralisée des stocks dans les entrepôts de toutes les unités ayant une comptabilité autonome	Non	Après une étude approfondie des entrepôts de la Mission, il a été décidé que la gestion centralisée des stocks n'était ni pratique ni économique.
--	-----	---

Application d'un programme de conduite automobile rigoureux, avec formation continue du personnel militaire, en particulier sur véhicules de type Nyala, et formation d'instructeurs permettant d'entraîner tous les membres des personnels militaire et civil à la conduite défensive et tout-terrain	Non	Aucun militaire ou membre du personnel civil n'a suivi de cours de conduite défensive ou tout-terrain sur véhicules 4x4 du fait de la non-disponibilité des instructeurs, qui se sont employés à des tâches plus urgentes d'entretien du parc automobile existant en attendant la livraison de véhicules de remplacement.
Formation croisée de 40 agents recrutés sur le plan national dans certains domaines spécialisés tels que l'information, le contrôle du matériel et des stocks, la réception et l'inspection, l'organisation des mouvements et des transports, les finances, les achats, le personnel, les transmissions et la sécurité	30	Agents recrutés sur le plan national Le nombre d'agents formés est moins élevé que prévu en raison du fort taux de rotation du personnel lié aux transferts dans d'autres missions.
Exécution du projet d'optimisation de l'utilisation des services bancaires à Soukhoumi, Gali et Zougdidid	Oui	Tous les fournisseurs et sous-traitants de la Mission à Soukhoumi, Gali et Zougdidid ont été réglés via le système bancaire local.
Examen et vérification bimensuels de l'application du plan d'achats par le personnel chargé des achats avec les unités ayant une comptabilité autonome	4	Examens Chiffre moins élevé que prévu étant donné que les examens ont été trimestriels et non bimensuels, l'objectif étant de faire coïncider les examens du plan d'achats de la mission avec le rythme des rapports demandés par le Siège.
Militaires, personnel de police et personnel civil		
Déploiement, relève et rapatriement de 121 observateurs militaires et 15 membres de la police des Nations Unies, en moyenne	126	Observateurs militaires (effectif moyen) Le nombre plus élevé représente le déploiement moyen effectif.
	13	Membres de la police des Nations Unies (effectif moyen) Le nombre moins élevé représente le déploiement moyen effectif.
Administration des contrats d'un effectif moyen de 100 membres du personnel recrutés sur le plan international et de 191 agents recrutés sur le plan national	98	Membres du personnel recrutés sur le plan international (effectif moyen) Chiffre inférieur aux prévisions en raison d'un taux moyen d'occupation des postes moins élevé que prévu
	185	Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen) Chiffre inférieur aux prévisions en raison d'un taux moyen d'occupation des postes moins élevé que prévu

Exécution d'un programme d'éthique et de discipline pour l'ensemble du personnel militaire, civil et de police des Nations Unies, avec formation, prévention, suivi et mesures disciplinaires	Oui	Avec séance d'information pour tous les nouveaux membres du personnel et mise en place d'un programme de télé-enseignement obligatoire
Installations et infrastructures		
Rénovation/remplacement de 20 modules d'hébergement préfabriqués et de 5 bâtiments en dur	20	Modules préfabriqués remplacés
	7	Bâtiments en dur rénovés
Entretien de 167 ponts et de 878 kilomètres de routes afin de faciliter les patrouilles d'observation militaire	167	Ponts entretenus
	878	Kilomètres de routes entretenues
		Importants travaux de réfection sur 7 ponts et 25 kilomètres de la route M-27, entre la jonction d'Ochamchira et le quartier général de Gali
Transports terrestres		
Exploitation et entretien de 175 véhicules, dont 35 véhicules blindés répartis dans les 4 sites	180	Véhicules entretenus, dont 36 véhicules blindés, dans 3 ateliers des Nations Unies et chez 1 garagiste sous-traitant de Tbilissi
Transports aériens et sécurité aérienne		
Exploitation et entretien d'un avion et d'un hélicoptère servant aux opérations logistiques	1	Avion
	1	Hélicoptère
Transmissions		
Service et entretien de 10 centraux téléphoniques, pour 1 000 abonnés	10	Centraux téléphoniques entretenus, pour 1 000 abonnés
Informatique		
Service et entretien de 11 réseaux longue portée, 317 ordinateurs de bureau, 99 ordinateurs portables et 49 serveurs sur 4 sites	11	Réseaux longue portée
	317	Ordinateurs de bureau
	99	Ordinateurs portables
	49	Serveurs
Services médicaux		
Exploitation et entretien de 2 centres médicaux de niveau I au quartier général à Soukhoumi et dans les secteurs de Gali et Zougdididi, destinés au personnel de la Mission, au personnel des autres organismes des Nations Unies et à la population civile locale en cas d'urgence	2	Centres médicaux de niveau I

Exploitation et entretien de centres de dépistage confidentiel du VIH, de conseil et d'accompagnement, ouverts à tous les membres du personnel qui le souhaitent	Oui	
Programme de sensibilisation du personnel aux questions liées au VIH, notamment dans le cadre des activités d'information entre collègues	Oui	Le sujet est notamment traité dans le programme d'orientation du personnel de l'ONU, et un cours de 3 heures est proposé pour la Journée mondiale de la lutte contre le sida.
Sécurité		
Services de protection rapprochée de la Représentante spéciale du Secrétaire général, de son adjoint et de tous les hauts fonctionnaires de l'ONU. Services assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7	Oui	
Protection 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 du personnel en poste au quartier général de Soukhoumi, centre de transmissions et de radiocommunications gardé en permanence par les services de sécurité, remise de transmetteurs à très haute fréquence à tous les membres du personnel international qui exercent des fonctions essentielles, entretien et exploitation d'équipements informatiques de surveillance des patrouilles d'agents de sécurité	Oui	
Achèvement du programme de mise aux normes minimales de sécurité opérationnelle, avec installation d'appareils à rayons X et de scanners pour le courrier et les cargaisons, portiques de détection d'objets métalliques, bornes de protection hydrauliques aux points d'entrée des véhicules, éclairage supplémentaire, équipement anti-incendie et systèmes d'alarme, et groupes électrogènes supplémentaires	Non	Au 30 juin 2007, les systèmes d'alarme anti-incendie étaient en cours d'installation; la troisième phase du programme de mise aux normes minimales de sécurité opérationnelle avait démarré sur la base des recommandations formulées par le Département de la sûreté et de la sécurité. Les appareils à rayons X et les portiques de détection n'étaient pas pleinement opérationnels en raison de problèmes techniques. La pleine capacité opérationnelle devrait devenir effective dans la période 2007/08.
Exécution du programme de mise aux normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile dans l'ensemble de la zone de la Mission, avec installation de barres de sécurité et de portes blindées	Non	Les normes minimales de sécurité opérationnelle ont été partiellement appliquées dans les secteurs de Zougdidi et Gali mais ne sont pas applicables au quartier général de Soukhoumi, où les logements sont dans un même complexe. Au 30 juin 2007, l'exécution du programme de mise aux normes minimales était suspendue à la publication et à l'approbation du document final (approuvé par l'équipe de gestion de la sécurité en novembre 2007).

Renforcement du plan de sécurité pour tenir compte des recommandations formulées par le Département de la sûreté et de la sécurité à l'issue de l'évaluation entreprise en octobre 2005

Oui

Formation des nouvelles recrues aux questions de sécurité

Oui

Pour 167 militaires et membres du personnel civil nouvellement recrutés

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

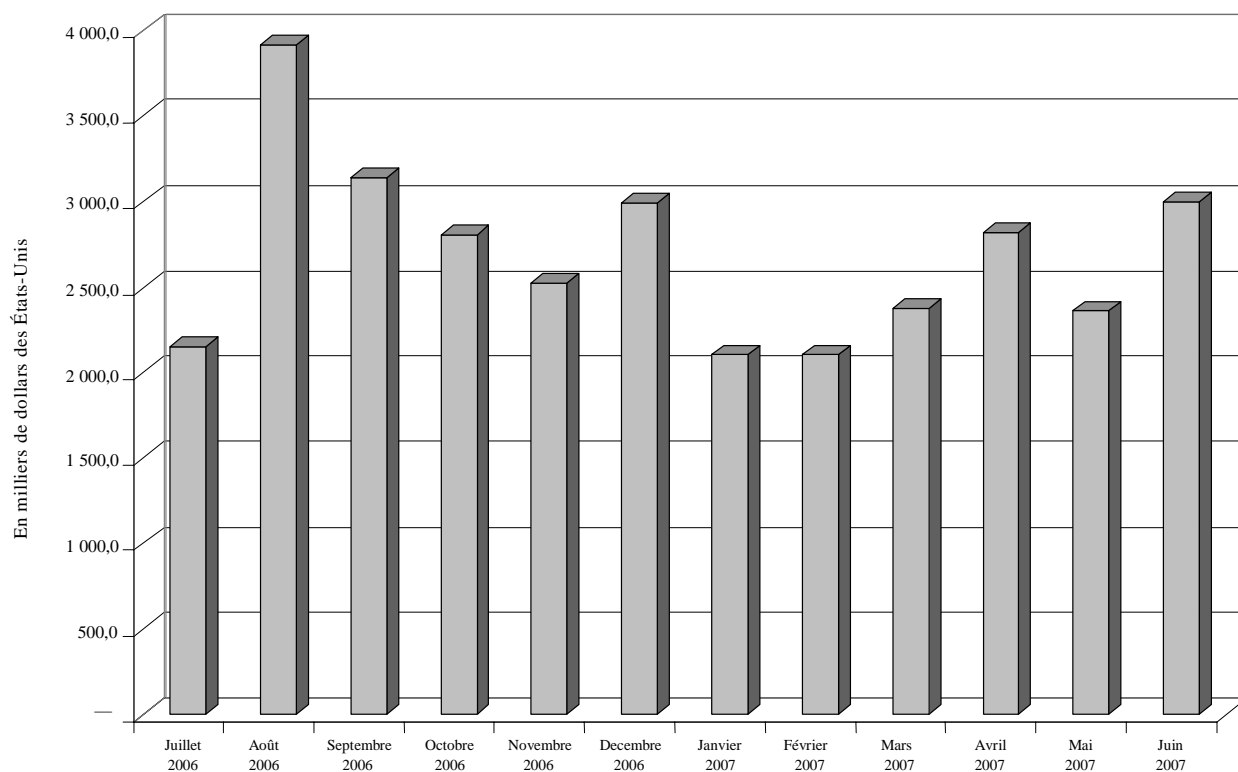
(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	3 647,4	3 665,4	(18,0)	(0,5)
Contingents	64,7	62,5	2,2	3,4
Police des Nations Unies	498,6	409,1	89,5	18,0
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	4 210,7	4 137,0	73,7	1,8
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	15 047,7	14 553,6	494,1	3,3
Personnel recruté sur le plan national	3 171,8	3 219,8	(120,0)	(3,8)
Volontaires des Nations Unies	33,2	31,4	1,8	5,4
Total partiel	18 252,7	17 876,8	375,9	2,1
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	249,2	7,9	241,3	96,8
Personnel fourni par les gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	–	46,0	(46,0)	–
Voyages	525,0	406,2	118,8	22,6
Installations et infrastructures	2 575,4	2 657,8	(82,4)	(3,2)
Transports terrestres	1 434,3	1 424,7	9,6	0,7
Transports aériens	2 903,1	2 570,8	332,3	11,4
Transports maritimes et fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	1 630,5	1 355,3	275,2	16,9
Informatique	985,6	957,0	28,6	2,9
Services médicaux	46,5	57,1	(10,6)	(22,8)
Matériel spécial	2,8	2,9	(0,1)	(3,6)
Fournitures, services et matériel divers	562,1	798,4	(236,3)	(42,0)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	10 914,5	10 284,1	630,4	5,8
Total brut	33 377,9	32 297,9	1 080,0	3,2

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Recettes provenant des contributions du personnel	2 226,6	2 141,5	85,1	3,8
Total net	31 151,3	30 156,4	994,9	3,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	33 377,9	32 297,9	1 080,0	3,2

B. Évolution mensuelle des dépenses

Dépenses mensuelles



7. Au cours de la période à l'examen, l'évolution des dépenses a été déterminée dans une large mesure par les fluctuations des dépenses opérationnelles, sur la base du plan d'achat de la Mission. Les dépenses des premier et deuxième trimestres représentent environ 54 % du montant total des dépenses pour l'exercice. Les achats de matériel et de services ont entraîné une augmentation des dépenses au quatrième trimestre. Le montant des dépenses au titre du personnel civil, du personnel militaire et du personnel de police est resté relativement stable.

C. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	243,4
Recettes diverses ou accessoires	148,4
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	434,9
Total	826,7

D. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	62,5
Total partiel	62,5
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	0,6
Services médicaux	24,6
Total partiel	25,2
Total	87,7

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	0,70	1 ^{er} juillet 2001	
Usage opérationnel intensif	0,80	1 ^{er} juillet 2001	
Acte d'hostilité ou abandon forcé	1,00	1 ^{er} juillet 2001	
B. Facteur applicable au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,50	1 ^{er} juillet 2001	

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	89,5	18,0 %

8. Le solde inutilisé résulte d'un taux moyen de vacance de postes supérieur aux prévisions, soit 27,8 %, alors que l'abattement pour déploiement différé inscrit au budget était de 15 %.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	494,1	3,3 %

9. Le solde inutilisé s'explique principalement par un taux de vacances de postes supérieur aux prévisions, soit 15,5 % contre l'abattement de 10 % pour déploiements différé appliqué dans le budget. Ce taux de vacances était lié au taux élevé de rotation du personnel pour cause de déploiement dans de nouvelles missions.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(120,0)	(3,8 %)

10. Le dépassement s'explique par la révision du barème des traitements locaux avec effet le 1^{er} octobre 2006, qui a entraîné une augmentation des dépenses au titre des dépenses communes de personnel par rapport aux montants budgétisés, et au titre de l'indemnité de risque.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	1,8	5,4 %

11. Le solde inutilisé s'explique par des dépenses moins élevées que prévues aux rubriques orientation, formation, assurance maladie, assurance-vie et indemnité de risque, contrebalancées en partie par des dépenses supplémentaires au titre des indemnités de subsistance.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	241,3	96,8 %

12. Le solde inutilisé s'explique principalement par les retards pris dans le recrutement du responsable de l'équipe de déontologie et de discipline et de son assistant.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(46,0)	-

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Sont analysés les écarts (augmentation ou diminution) d'au moins 5 % ou d'au moins 100 000 dollars.

13. L'engagement de dépenses non prévues au budget concerne l'emploi de deux spécialistes chevronnés de la police pour une mission d'établissement des faits sur la sécurité et le maintien de l'ordre dans la zone de conflit.

	<i>Écart</i>	
Voyages	118,8	22,6 %

14. Le solde inutilisé s'explique principalement par la diminution du nombre de déplacements à l'extérieur de la zone de la Mission (le personnel du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général a en effet moins voyagé), contrebalancée en partie par la multiplication des voyages pour raisons de formation avec le lancement de nouveaux cours durant la période considérée.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	332,3	11,4 %

15. Le solde inutilisé s'explique par la rationalisation des horaires de vol de l'avion dans le sens d'une réduction du nombre d'heures de vol (520 contre 723 inscrits au budget) et par la baisse du coût de l'heure de vol hélicoptère (250 dollars, contre 600 dollars prévus au budget). L'économie reflète également la baisse des coûts de l'assurance-responsabilité et de la redevance au titre des services d'escale à l'aéroport d'Istanbul.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	275,2	16,9 %

16. Le solde inutilisé s'explique par la diminution des achats de matériel du fait de la capacité renforcée et de la couverture élargie du système téléphonique existant, de l'utilisation des stocks pour les stations de relais et les pièces détachées, de travaux supplémentaires d'entretien et de réparation du matériel existant et du coût moins élevé que prévu des liaisons téléphoniques numériques en zone rurale.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	(10,6)	(22,8 %)

17. Le dépassement s'explique principalement par le fait qu'il a fallu procéder à l'évacuation sanitaire d'un observateur militaire.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(236,3)	(42,0 %)

18. Le dépassement est principalement imputable à des dépenses non budgétisées destinées à couvrir la part du financement de l'Équipe spéciale d'investigation du Bureau des services de contrôle interne qui incombe à la Mission.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

19. En ce qui concerne le financement de la MONUG, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice clos le 30 juin 2007 soit 1 080 000 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2007, qui se montent à 826 700 dollars, soit 243 400 dollars d'intérêts créditeurs, 148 400 dollars de recettes diverses ou accessoires et 434 900 dollars provenant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs.
